

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU  
CENTRE DE RETENTION ADMINISTRATIVE DE BEZIERS (34)**



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
SUD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Marchés publics de prestations intellectuelles**

**Lot n°01 : Mission de**

**Contrôle Technique**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1. Objet du marché .....	3
1.2. Éléments d'appréciation de l'opération .....	3
<b>ARTICLE 2 - TEXTES DE RÉFÉRENCES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DES TITULAIRES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - MISSIONS CONFIEES AU CONTRÔLEUR TECHNIQUE.....</b>	<b>4</b>
4.1. Missions de base.....	4
4.2. Missions complémentaires.....	4
<b>ARTICLE 5 - INTERVENANTS RESPONSABLES DE LA MISSION.....</b>	<b>6</b>
5.1. Représentation du titulaire .....	6
5.2. Remplacement des intervenants .....	6
5.3. Agrément des contrôleurs techniques.....	6
5.4. Conformité aux normes .....	7
5.5. Nature et domaine d'intervention du contrôle technique .....	7
5.6. Sous traitance.....	7
<b>ARTICLE 6 - DÉROULEMENT DES MISSIONS .....</b>	<b>7</b>
6.1. Préambule .....	7
6.2. Relations avec le maître d'ouvrage .....	7
6.3. Système d'échange de données, boîte à plans et maquette numérique .....	8
6.4. Déroulement général des missions.....	8
6.5. Prestations par phase .....	9
<b>ARTICLE 7 - DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTIONS.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 8 - DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE.....</b>	<b>19</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. Objet du marché

Les prestations objet du présent CCTP concernent le lot 01 « Contrôle Technique » du marché de prestations intellectuelles pour des missions de Contrôle Technique pour la construction du Centre de Rétention Administrative de Béziers (34).

Ce présent CCTP portant sur la **Mission de Contrôle Technique** dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique, approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et complété par la norme NFP 03-100.

Lieu(x) d'exécution : Avenue Henri Galinier, 34500 Béziers

### 1.2. Eléments d'appréciation de l'opération

La présentation générale de l'opération est détaillée dans la note programmatique jointe à la présente consultation (cf. annexes n°1 et n°2 au CCTP)

## ARTICLE 2 - TEXTES DE REFERENCES

Les missions s'exécuteront notamment conformément aux dispositions des textes suivants :

- .....Directive européenne n° 89-106 du 21 décembre 1988, relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de la construction ;
- .....Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée par la Loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989, relative aux responsabilités et assurance dans le domaine de la construction ;
- .....Décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, relatif à l'agrément des Contrôleurs Techniques et contrôle technique obligatoire ;
- .....Décret n° 99-443 du 28 mai 1999, relatif au CCTG applicable aux marchés de contrôles techniques ;
- .....Norme NFP 03-100, relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ;
- .....Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ;
- .....Code de Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs ;

- .....Co  
de des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance.
- .....Le  
s référentiels CRA et annexes judiciaires en vigueur (cf. annexes n°3 et n°4 au CCTP)

Les titulaires sont réputés connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction publique. La liste présentée ci-dessus n'a pas de caractère d'exhaustivité.

Nota : la réglementation de sécurité incendie des centres de rétention administrative est amenée à se préciser par décret et/ou arrêté. Il est important que le groupement prenne connaissance de ces futures réglementations que le maître d'ouvrage sera en mesure de transmettre, avant leurs parutions, au titulaire du marché de contrôle technique.

### ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DES TITULAIRES

Les titulaires acceptent au titre de leur mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants dans l'acte de réhabilitation, de rénovation ou de construction neuve.

Les titulaires devront, dans l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres de l'opération.

Compte tenu de la visibilité de l'opération, mais aussi du fait que l'opération se déroule en MGS (Marché public Global Sectoriel), avec un groupement lauréat concepteur-réalisateur et des prestations d'aménagement, d'entretien maintenance, d'hôtellerie. Il est attendu du bureau de contrôle technique une implication constante et un suivi particulièrement attentif à tous moments de sa mission, et en particulier lors des VISAS. Notons que la durée des prestations entretien, maintenance, hôtellerie durera 5 ans à compter de la réception des ouvrages.

### ARTICLE 4 - MISSIONS CONFIEES AU CONTROLEUR TECHNIQUE

Les interventions du contrôleur technique comportent les missions suivantes :

#### 4.1. Missions de base

- la **mission L** portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- la **mission S (SH, STI et SEI)** portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions.

#### 4.2. Missions complémentaires

Missions Complémentaires	Détails missions	Missions à réaliser dans le cadre de ce projet	
		OUI	NON
<b>Mission P1</b>	Relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés	<b>X</b>	
<b>Mission LP</b>	Intègre la mission « L » ; en outre elle s'étend à la solidité relative aux éléments d'équipement dissociables, ceux qui peuvent être	<b>X</b>	

	retirés sans porter atteinte aux ouvrages ci-dessus (les cloisons, par exemple).		
<b>Mission LE</b>	Vise la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation. Après l'examen de l'état apparent ou l'analyse d'un diagnostic fourni, le contrôleur vérifie que les travaux neufs ne compromettent pas la solidité des parties anciennes.		<b>X</b>
<b>Mission AV</b>	Vise la stabilité des constructions avoisinantes. Le contrôleur vérifie que la réalisation de fondations et d'infrastructures de l'ouvrage neuf ne compromet pas la stabilité des constructions avoisinantes impactées par les travaux.		<b>X</b>
<b>Mission Ph</b>	Relative à l'isolation acoustique des bâtiments	<b>X</b>	
<b>Mission Th / Att Th</b>	Relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie et les attestations de prise en compte de la réglementation thermique définies dans le décret n°2011-544 du 18 mai 2011 (appelée Att Th dans la suite du document).	<b>X</b>	
<b>Mission Hand / Att Hand</b>	Relatives au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées et l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées définie dans l'arrêté du 22 mars 2007 (appelée Att Hand dans la suite du document)	<b>X</b>	
<b>Mission Hand + Brd</b>	Relatives au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées et des brancards.		<b>X</b>
<b>Mission GTB</b>	Complète les missions sécurité et fonctionnement et porte sur le système de gestion technique du bâtiment.		<b>X</b>
<b>Mission F</b>	Relative au fonctionnement des installations	<b>X</b>	
<b>Mission ENV</b>	Complète les missions sécurité dans les installations classées pour la protection de l'environnement (risques d'incendie ou d'explosion).	<b>X</b>	
<b>Mission HYSh ou HYSa</b>	Missions complémentaires relatives à l'hygiène et à la santé, dans les bâtiments d'habitation (h) et autres constructions (a) : aération, eau, sanitaires, effluents, déchets...	<b>X</b>	
<b>Mission PS / Att PS</b>	Relative la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme et les attestations relative au respect des risques sismiques définies dans arrêté du 22 décembre 2023 relatif au contenu de l'attestation sismique (appelée Att PS dans la suite du document).	<b>X</b>	
<b>Mission Co</b>	Coordination des missions de contrôle	<b>X</b>	<b>X</b>

<b>Missions Spécifiques</b>	<b>Détails missions</b>	<b>Missions à réaliser dans le cadre de ce projet</b>	
		<b>OUI</b>	<b>NON</b>
<b>Mission CABL</b>	Concerne la vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles.	<b>X</b>	
<b>Mission GN13</b>	Concerne la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public (ERP). Elle vise à assurer la conformité du projet aux exigences réglementaires en matière de prévention et de protection contre les risques d'incendie.	<b>X</b>	
<b>Mission CD</b>	Relative au comportement dynamique des supports de machines, notamment lorsque leurs déplacements successifs sont susceptibles d'affecter le fonctionnement des machines ou la résistance des structures supports.		<b>X</b>

<b>Mission PV</b>	Relative au récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage (P2 & P3)	<b>X</b>	
<b>Mission CRC</b>	Conformité du règlement de la construction		<b>X</b>
<b>Mission VIEL</b>	Relative à la vérification initiale des installations électriques prévue par l'article R4226-14 du code du travail.	<b>X</b>	
<b>Mission CONSUEL</b>	Relative à la vérification de la conformité des installations électriques, en vue de l'obtention CONSUEL visée par le décret 72-1120 du 14 décembre 1972 modifié par le décret n°2010-301 du 22 mars 2010.	<b>X</b>	
<b>Mission PMD</b>	Relative à la réalisation du diagnostic Produits-Matériaux-Déchets.		<b>X</b>

## ARTICLE 5 - INTERVENANTS RESPONSABLES DE LA MISSION

### 5.1. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne la personne responsable de la mission, habilité à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché et qui sera l'interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée de l'exécution du marché.

Ce responsable sera le garant de la mobilisation des moyens et des compétences indispensables au bon déroulement de la mission, il coordonnera les interventions de son équipe.

Ces interlocuteurs sont désignés dans le mémoire technique joint à l'offre du titulaire, ainsi que leur suppléants pour toutes les compétences clés dans l'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur.

### 5.2. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du prestataire. De même, le prestataire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du maître d'ouvrage. Tout refus sera motivé.

Le prestataire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 7 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations

### 5.3. Agrément des contrôleurs techniques

Le contrôle technique est exercé par des personnes physiques ou morales dénommées contrôleurs techniques agréées par le ministre chargé de la construction, après avis d'une commission.

L'activité de contrôle technique est incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage.

#### **5.4. Conformité aux normes**

L'activité de contrôle technique de la construction est exercée en conformité avec la norme française NFP 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Elle est complétée et précisée par les stipulations du présent CCTG pour les marchés publics qui s'y réfèrent.

De manière générale, et notamment en cas d'ambiguïté ou de contradiction, les dispositions du CCTG prévalent sur celles de la norme.

#### **5.5. Nature et domaine d'intervention du contrôle technique**

La mission de contrôle technique se définit par sa nature et son domaine d'intervention.

La nature est caractérisée par le choix des aléas techniques dont la prévention est recherchée.

Le domaine d'intervention est constitué par l'ensemble des ouvrages et éléments d'équipement sur lesquels porte la mission.

#### **5.6. Sous traitance**

En cas de sous-traitance partielle de sa mission, le contrôleur technique ne peut faire appel qu'à un autre contrôleur technique agréé.

### **ARTICLE 6 - DEROULEMENT DES MISSIONS**

#### **6.1. Préambule**

##### **Les interventions du Titulaire de Contrôle Technique se dérouleront en deux temps :**

##### **• Une période d'analyse des projets (APS puis APS+) des candidats MGS**

La procédure MGS implique un choix des candidats dans le cadre d'une procédure restreinte, avec un niveau demandé en offre intermédiaire de type APS et en offre finale de type APS+. Par conséquent, le titulaire de la mission de contrôle technique verra sa mission débuter dès la phase d'analyse des trois projets, avec avis sur les éléments de missions inhérents à cette phase, et analyse pour intégration au rapport de la commission technique à destination du Jury de sélection des offres.

##### **• Une mission complète en phases conception, réalisation et réception de l'ouvrage**

Dès la notification du titulaire du MGS, le Contrôleur Technique débutera sa mission en phase étude de manière classique sur les éléments de missions qui lui sont confiés. Pour rappel le titulaire du MGS débutera sa mission de conception sur la base d'un APD.

**Les nombres de réunions et nombres de visite de chantier indiqués aux différents articles du CCTP sont des minimums estimés par le Maître d'Ouvrage. Les quantités supérieures à ces minimums proposées par le titulaire en Annexe n°1 au présent CCTP remplacent les estimations figurant au CCTP.**

#### **6.2. Relations avec le maître d'ouvrage**

Dès que le marché de Contrôleur Technique sera désigné, le Maître de l'Ouvrage lui indiquera quel est, au sein de son organisation, la personne ou l'organe responsable du contrat de contrôle technique et auquel le Contrôleur Technique adresse ses avis.

Le Contrôleur Technique reçoit ses instructions, soit du représentant du pouvoir adjudicateur, soit du conducteur d'opération, soit de toute autre personne désignée par les précédents pour assurer la conduite d'opération (ATMO).

Afin de permettre au Contrôleur Technique de remplir sa mission, le Maître de l'Ouvrage lui transmet les informations dont il dispose utiles à la réalisation de sa mission et notamment les études géotechniques réalisées à sa demande.

Il appartient au Contrôleur Technique de solliciter auprès du titulaire du marché global :

l'usage précis auquel les ouvrages soumis au contrôle sont destinés ainsi que les sujétions particulières inhérentes à cet usage ;

tous plans, renseignements (dont copie du permis de construire et de la déclaration réglementaire d'ouverture de chantier), justificatifs (tels que certificats et procès-verbaux d'essais) et documents techniques utiles à l'accomplissement de sa mission, ainsi que toute pièce modificative ;

les études géotechniques réalisées en complément de celle dont dispose le maître d'ouvrage ;

- l'accès au chantier, et information, en temps utile des dates de commencement des travaux de chaque corps d'état et des phases essentielles de leur exécution ;
- de lui communiquer si une intervention lui est demandée pendant la période de parfait achèvement, le du procès-verbal de réception des travaux et les plans de récolement.

Si le Contrôleur Technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler dans un délai maximum de **7 jours et par écrit**, à la personne représentant le pouvoir adjudicateur qui est responsable du contrat de Contrôle Technique.

### **6.3. Système d'échange de données, boîte à plans et maquette numérique**

- Les échanges avec la MOA se font au travers d'un système sécurisé.
- Le groupement titulaire du MGS est chargé de mettre en place une base documentaire sécurisée du type KROQI ou équivalent, de permettre et de supporter financièrement l'accès aux intervenants de la maîtrise d'ouvrage et de ses assistants.
- Le maître d'ouvrage souhaite disposer d'une maquette numérique BIM de son bâti. Il est donc demandé au Titulaire du marché global, de produire une maquette numérique BIM à différents stades du projet (APS, APD, PRO, EXE, DOE) pour assurer par la suite l'exploitation des ouvrages.
- Le contrôleur technique a accès à la maquette numérique BIM à tous les stades du projet pour produire les avis techniques et rapports relatifs à sa mission. Le contrôleur technique n'est pas autorisé à diffuser les données à des tiers.

### **6.4. Déroulement général des missions**

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique, approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999, par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le CCTG et par le présent CCTP.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- .....Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler immédiatement à la personne responsable du marché ;
- .....La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler à la personne responsable du marché les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- .....Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;

La personne responsable du marché prendra les dispositions nécessaires pour :

- .....Inform er, dès l'origine, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage, via le titulaire du MGS, s'engage à communiquer tous les documents d'études, les plans d'exécution, ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

Les pièces soumises au contrôleur technique pourront être sur support papier ou dématérialisées à travers une plateforme de gestion électronique de document qui sera mise en place par le maître d'ouvrage ou le groupement titulaire du MGS.

En complément des prestations prévue au CCTP, le Contrôleur Technique a pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Dans ce cadre, le Contrôleur Technique devra **établir une liste des points sensibles adaptés à l'opération**. Ce document, devra être mis à jour tout au long de l'opération par le Contrôleur Technique et être diffusé au Maître d'ouvrage **à l'issue des phases APS, APS+, APD, PRO** ainsi que lors de **l'exécution des travaux avec une périodicité trimestrielle**.

## 6.5. Description de la mission spécifique GN13

### 6.5.1. Objet de la mission

La présente mission a pour objet d'assurer le contrôle technique relatif à la **sécurité incendie** conformément à la réglementation applicable aux **Établissements Recevant du Public (ERP)**. Le contrôleur technique devra vérifier la conformité du projet aux exigences réglementaires en matière de prévention et de protection contre l'incendie, et assister le maître d'ouvrage dans la mise en œuvre des dispositions de sécurité **en lien avec tous les intervenants relatifs à la sécurité incendie** (CSSI, MOE, SDIS, Commission de sécurité, MOA...).

### 6.5.2. Champ d'application

La mission GN13 s'applique à l'ensemble du projet, depuis la conception jusqu'à la réception et l'ouverture de l'établissement, en cohérence avec les obligations du **règlement de sécurité incendie des ERP (arrêté du 25 juin 1980 modifié)**, de la **future réglementation de sécurité incendie des centres de rétention administrative** et du **Code de la Construction et de l'Habitation (articles R.123-1 à R.123-55)**.

### 6.5.3. Phases d'intervention et prestations attendues

#### 6.5.3.1. Phase conception

- **Vérification des documents graphiques et écrits** pour assurer la conformité aux exigences réglementaires.
- **Contrôle des dispositions** en matière de compartimentage, d'évacuation, de désenfumage, de résistance au feu des structures et des aménagements intérieurs.
- **Analyse des installations de sécurité incendie** (systèmes d'alarme, équipements de désenfumage, colonnes sèches/humides, extinction automatique, etc.).
- **Émission d'un rapport d'avis technique sur la conformité du projet aux règles de sécurité incendie** avant le dépôt du Permis de construire, à l'issue de l'APS ainsi que du PRO.
- **Assistance à l'instruction des demandes de permis de construire.**

#### 6.5.3.2. Phase exécution

- **Vérification de la conformité des travaux** aux prescriptions définies en phase conception.
- **Contrôle des matériaux et des équipements installés** en lien avec la sécurité incendie (portes coupe-feu, clapets coupe-feu, issues de secours, systèmes d'éclairage de sécurité, etc.).
- **Validation des modifications en cours de chantier** pouvant impacter la sécurité incendie.
- **Émission de rapports intermédiaires** attestant de la conformité des ouvrages réalisés.

#### 6.5.3.3. Phase réception et préparation à l'ouverture

- **Vérification finale de la mise en œuvre des dispositifs de sécurité incendie.**
- **Rédaction du rapport de conformité incendie** destiné à être présenté à la commission de sécurité.
- **Assistance au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre lors de la visite de la commission de sécurité.**
- **Accompagnement dans la levée d'éventuelles réserves émises par la commission.**

#### 6.5.4. Livrables attendus

- **Rapport d'analyse de la sécurité incendie en phase conception** (permis de construire et avant-projet).
- **Rapports intermédiaires** en phase chantier.
- **Rapport final de conformité incendie** pour la commission de sécurité.
- **Attestation d'assistance à la commission de sécurité** et suivi des observations.

#### 6.5.5. Références réglementaires

Les contrôles seront réalisés conformément aux textes réglementaires en vigueur, notamment :

- **Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif aux ERP.**
- **Code de la Construction et de l'Habitation** (articles R.123-1 à R.123-55).
- **Normes et guides techniques en vigueur** (NF S61-931, NF S61-932, etc.).

Les contrôles tiendront également compte de la future réglementation de sécurité incendie des centres de rétention administrative (cf. article 2).

### 6.6. Prestations par phase

Comme vu dans le préambule, le déroulement du présent marché est décomposé 2 temps répartis en plusieurs phases dites « phases techniques » selon la description suivante :

#### 6.6.1. Phase 1 : Participation dès la phase dialogue compétitif lors de la sélection du groupement (APS)

La mission débute dès la 2<sup>ème</sup> phase du dialogue compétitif (APS) par l'examen des propositions présentées par les 3 groupements participants au dialogue.

Le contrôleur technique analysera les offres des 3 groupements candidats sur chacun des 2 tours successifs du dialogue (offre intermédiaire et offre finale).

Il produira un Rapport de Contrôle Technique qui synthétisera les avis après examen des documents produits pour chacun des 3 groupements lors du tour d'offres intermédiaires et les mettra à jour lors des

tours suivants. Il établira également la liste des points sensibles par candidats au titre de leurs offres finales.

Le contrôleur technique **prévoira également de participer à 3 réunions (1 par groupement)** pendant le dialogue intermédiaire et au minimum à **3 réunions lors des commissions techniques**.

#### 6.6.2. Phase 2 : Participation à la phase étude

Durant les périodes de conception, le contrôleur technique intervient à tous les niveaux d'élaboration des études et émet des avis à chacune des sollicitations du groupement titulaire du marché MGS ainsi qu'un **rapport d'analyse portant sur chacun des éléments de mission qui lui ont été confiés aux stades PERMIS DE CONSTRUIRE, APD et rapport initial de contrôle technique (RICT) au stade du PRO**.

Il analyse les documents de conception dont notamment :

- .....ex  
amen des pièces du dossier de permis de construire prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public,
- .....ex  
amen des rapports d'étude des sols,
- .....ex  
amen des avant-projet définitif (APD) et du dossier projet (PRO)
- .....ex  
amen des documents techniques du projet.

Il participe activement à la **préparation du dépôt du Permis de construire** : réunions de préparation avec le groupement titulaire du MGS, réunions de présentation aux services instructeurs préalablement au dépôt du PC, **avis sur les documents produits par le groupement au fûr et à mesure de leur élaboration et rédige les attestations Th et PS ainsi que le rapport initial de Contrôle Technique et la liste des points sensibles**.

Lors des phases d'études de conception, il **participe également à des réunions de mise au point technique avec le titulaire du MGS et le Maître d'ouvrage/l'Assistant Maître d'ouvrage** (au minimum 3 réunions en phase APD et 3 réunions en phase PRO).

NOTA :

Le Contrôleur Technique examinera le dossier nécessaire au dépôt du permis de construire, notamment les plans ainsi que les notices de sécurité et d'accessibilité prévues par la réglementation.

Cette analyse fera l'objet d'un rapport spécifique.

Le cas échéant, si une réunion est organisée avec les services instructeurs en amont du dépôt du permis de construire, le Contrôleur Technique accompagnera le Maître d'ouvrage afin d'apporter son soutien technique notamment pour des sujets de sécurité incendie.

Dans le cas d'un permis modificatif ayant un impact sur la sécurité incendie ou l'accessibilité aux personnes à mobilité réduites, le Contrôleur Technique devra également formuler un rapport d'analyse dans les mêmes délais que ceux prévus pour le permis de construire initial.

#### 6.6.3. Phase 3 : Suivi de la réalisation de l'ouvrage

##### REUNIONS/VISITES

Durant la période de réalisation, le contrôleur technique assiste à toutes les réunions de chantier à raison d'une par semaine au moins (soit  $24 \times 4 = 96$  **réunions de chantier** minimum), et effectue un certain nombre de visites inopinées (estimées par le Maître d'Ouvrage à un minimum de **72 visites** sur la durée du chantier).

Le rythme des visites reste de la responsabilité du contrôleur technique qui a pleinement connaissance de la complexité, de la dimension et du calendrier de réalisation de l'opération.

En outre, le Contrôleur Technique doit participer à toute réunion à laquelle il serait convoqué par le Maître d'ouvrage ou le conducteur d'opération. Il peut s'agir d'une convocation à une réunion de chantier hebdomadaire ou à toute autre réunion de mise au point technique. Toute absence à une réunion ayant fait l'objet d'une convocation écrite (courrier ou courriel) du maître d'ouvrage ou du conducteur d'opération entraîne une pénalité.

**LIVRABLES (liste non exhaustive) :** Toutes les visites de contrôle sur chantier font l'objet d'un avis écrit, même dans le cas où aucun avis « suspendus » ou « défavorable » ne seraient formulés. Ces avis sont diffusés par le Contrôleur Technique au Maître d'ouvrage, au Conducteur d'opération ainsi qu'aux entrepreneurs concernés par l'ouvrage ou l'équipement examiné.

## EXAMEN DES DOCUMENTS D EXECUTION

L'examen des documents d'exécution par le Contrôleur Technique n'étant pas exhaustif, le choix des documents faisant l'objet d'un avis écrit ou non par le Contrôleur Technique est laissé à sa libre appréciation en fonction de son analyse de risque et des missions qui lui sont confiées.

Néanmoins, si le Maître d'ouvrage ou le Conducteur d'opération sollicite par écrit (courrier ou courriel) le Contrôleur Technique pour avoir son avis critique sur un (des) document(s) précis, le Contrôleur Technique devra examiner ce document, formuler son avis et le diffuser dans les 10 jours à compter de cette sollicitation et ce, sans que cela n'ouvre le droit à une quelconque rémunération complémentaire.

De plus, le Contrôleur Technique s'assurera que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs s'effectuent de manière satisfaisante et établira des avis écrits sur les documents formalisant les résultats de ces vérifications. Dans le cadre de son devoir de conseil, le Contrôleur Technique informera le Maître d'ouvrage ainsi que le Conducteur d'opération en cas de manquement de la part d'un constructeur sur ces obligations

**Durant la période d'exécution des travaux et au minimum une fois par mois**, il est demandé au Contrôleur Technique de transmettre au Maître d'ouvrage, ainsi qu'au Conducteur d'opération, et au représentant du groupement du MGS, **une synthèse des avis en cours**. Ce document reprendra les avis suspendus et défavorables, et listera également les documents nécessaires à sa mission qui ne lui ont pas été adressés.

Il analyse les documents des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle d'exécution sur chantier dont notamment :

- .....ex  
amen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle,
- .....ex  
amen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle,
- .....ex  
amen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du Code civil pour les ouvrages et éléments soumis au contrôle,
- .....ex  
amen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle.

Le contrôleur technique participe également à des réunions de mise au point technique lorsque cela s'avère nécessaire et **émet des VISA à chacune des sollicitations du groupement titulaire du marché MGS**. Afin de **renseigner les VISA sur tous les documents déposés par le groupement titulaire du marché MGS sur l'armoire à plans (GED) en phase execution** par le titulaire du marché MGS, **le contrôleur technique devra proposer un logiciel interopérable avec les principales armoires à plans (GED) du marché**. Ainsi, les références des documents d'exécution seront pré renseignées automatiquement et les documents d'exécution numériques seront accessibles au contrôleur technique. Les avis sur ouvrages et les indications

d'examen des documents seront envoyés automatiquement sur la GED. Si l'interopérabilité avec le logiciel du contrôleur technique ne peut être mise en œuvre ce dernier renseignera ses VISA directement sur l'armoire à plans (GED) du groupement titulaire du MGS ce point doit être pris en compte dans la proposition financière du contrôleur technique. Le contrôleur technique ne pourra pas faire valoir un complément de rémunération si toutefois il devait renseigner ses VISA directement sur l'armoire à plans (GED) du groupement titulaire du MGS.

Le dimensionnement de la mission VISA des documents d'exécution reste de la responsabilité du contrôleur technique qui a pleinement connaissance de la complexité, de la dimension et du calendrier de réalisation de l'opération ainsi que de son implication exigée dans le cadre de la mission VISA des documents d'exécution.

#### 6.6.4. Phase 4 : Participation à la réception de l'ouvrage

##### Opérations préalables à la réception

Le Contrôleur Technique, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception, fournit au maître d'ouvrage au moins **15 jours avant cette date**, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effet. Ce document est appelé « Rapport final provisoire » dans la suite du présent CCTP. Le cas échéant, le Contrôleur Technique joint également une version provisoire du rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) afin d'assister le Maître d'ouvrage dans la préparation de la commission de sécurité.

Ensuite lors de la phase préalable à la réception, le contrôleur technique :

- .....Et  
ablit le rapport final de contrôle technique provisoire (RFCT provisoire).
- .....Et  
ablit le Rapport de vérification réglementaire après travaux provisoire (RVRAT provisoire)
- .....Att  
estation de contrôle de solidité à froid
- .....Et  
ablit le rapport final de contrôle technique (RFCT).
- .....Et  
ablit le Rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT)
- .....As  
siste à la visite de la commission de sécurité
- .....As  
siste le Maître d'Ouvrage dans les réceptions et levées de réserves.
- .....Ré  
dige les attestations Hand, Th et PS.

Durant les périodes de vérifications finales, le contrôleur technique est tenu de reprendre ses rapports finaux autant que nécessaire jusqu'à obtention de l'avis favorable sans réserve par les commissions compétentes.

##### Commission sécurité

**Il assiste le Maître d'Ouvrage dans ses relations avec la Commission de Sécurité**, il participe à toutes les réunions préparatoires aux visites de la commission de sécurité et le cas échéant à toutes les visites de cette commission. Avant la ou les visites, il s'assure de façon anticipée que tous les avis sont levés pour le bon déroulement de la visite de la Commission.

## Réception des installations SSI

Le Contrôleur Technique assistera le Maître d'ouvrage lors de la réception technique du système de sécurité incendie réalisée par le Coordonnateur SSI. Le Contrôleur Technique s'assurera de la complétude des essais et vérifications menés par le Coordonnateur SSI et informera le Maître d'ouvrage ainsi que le Conducteur d'opération en cas de manquement

## Réception

Le Contrôleur Technique, fournit son rapport final de contrôle technique **dans les 15 jours après demande** du Maître d'ouvrage. Sauf consigne contraire de la part du Maître d'ouvrage, le rapport final sera établi après la rédaction du RVRAT, de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées, et de l'attestation de respect de la réglementation thermique. Le rapport final stipulera le cas échéant, toutes remarques relevées dans le cadre des vérifications complémentaires mentionnées ci-avant

### 6.6.5. Phase 5 : Période de garantie de parfait achèvement

Si toutefois des réserves n'avaient pas été levées lors de la réception de l'ouvrage ou si des modifications quelconques devaient avoir lieu, le contrôleur technique devra mettre à jour son RFCT autant de fois que nécessaire pendant l'année de parfait achèvement.

Il veille à bien faire le distinguo entre ce qui relève de la levée des réserves pendant l'année de GPA et des interventions liées à la phase d'exploitation-maintenance du MGS.

Pour l'exécution de cette phase, le Maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués dans le cadre de la reprise des désordres constatés pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement.

La mission du Titulaire inclut les examens, avis et rapport sur les travaux réalisés.

L'avis du Titulaire pourra également être sollicité sur des documents d'exécution préalablement à la réalisation des reprises de désordre.

## ARTICLE 7 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTIONS

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché est fixée à 51 mois :

- .....12  
mois phase procédure MGS y compris mise au point du marché ;
- .....27  
mois phases conception et exécution ;
- .....12  
mois phase GPA.

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement du marché de travaux du MGS ou au plus tard après la levée de la dernière réserve des marchés de travaux du MGS si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie.

Les modalités d'acceptation par le maître d'ouvrage des documents produits par le titulaire sont définies au CCAP.

Les durées en jours indiquées ci-dessous sont des durées en jours ouvrés.

**Les délais indiqués ci-dessous sont des maximums estimés par le Maître d’Ouvrage. Les délais inférieurs à ces maximums proposés par le titulaire en Annexe n°2 au présent CCTP remplacent les estimations figurant au CCTP.**

MISSION	LIVRABLES ET PRESTATIONS REQUIS	DELAI D’EXECUTION MAXIMUM	DEMARRAGE DES PRESTATIONS
Assistance en phase de dialogue compétitif pour la sélection du groupement (phase APS/APS+)	Remise du rapport d’analyse et avis des projets offres initiales des candidats au marché global niveau APS	2 semaines	Transmission des rendus d’études des candidats par le Maître d’ouvrage
	Remise du rapport d’analyse et avis des projets offres finales des candidats au marché global niveau APS+	2 semaines	Transmission des rendus d’études des candidats par le Maître d’ouvrage
	Liste des points sensibles des offres finales	2 semaines	Transmission des rendus d’études des candidats par le Maître d’ouvrage
Assistance en phase conception	Rapport sur dossier de Permis de construire et liste des points sensibles	2 semaines	Transmission du dossier par le Maître d’ouvrage
	Rapports d’analyse de la sécurité incendie relatif aux dossiers PC, APD et PRO	2 semaines	Transmission du dossier par le Maître d’ouvrage
	Rapport sur dossier APD et liste des points sensibles	2 semaines	Transmission du dossier par le Maître d’ouvrage
	Remise du RICT sur dossier PRO et liste des points sensibles	2 semaines	Transmission du dossier par le Maître d’ouvrage
	Réponse aux questions relatives au projet	3 jours	Réception de la question par le CT
	Attestations de prise en compte de la réglementation thermique (Att Th)	A remettre 20 jours avant le dépôt du PC	Transmission du dossier par le Maître d’ouvrage
	Attestations relatives au respect des risques sismiques (Att PS)	A remettre 20 jours avant le dépôt du PC	Transmission du dossier par le Maître d’ouvrage

MISSION	LIVRABLES ET PRESTATIONS REQUIS	DELAI D'EXECUTION MAXIMUM	DEMARRAGE DES PRESTATIONS
Assistance en phase réalisation	Dépôt des avis sur l'armoire à plan (GED) du groupement titulaire du MGS (VISA EXE) et remise des fiches d'examen sur les documents d'exécution	15 jours	Réception sur l'armoire à plan (GED) du groupement titulaire du MGS des documents transmis par le titulaire du MGS
	Rapports intermédiaires attestant de la conformité des ouvrages réalisés dans le cadre de la mission GN13 tous les 1 <sup>ers</sup> du mois pendant la phase travaux	2 jours après le premier lundi du mois	Dès la réalisation des premiers travaux
	Rapports intermédiaires de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées tous les trimestres pendant la phase travaux	2 jours après le premier lundi du mois	Dès la réalisation des premiers travaux
	Réponse aux questions relatives au projet	3 jours	Réception de la question transmise par le titulaire du MGS
	Visite de chantier à la demande du MOA	24 heures	Réception de la demande du MOA formalisée par mail
	Diffusion des rapports de visite de chantier tous les 1 <sup>ers</sup> du mois pendant la phase travaux	2 jours après le premier lundi du mois	Dès la réalisation des premiers travaux
	Synthèse des avis et liste des documents non fournis 1 fois par mois	2 jours après le premier lundi du mois	Dès notification du marché du groupement titulaire du MGS
	Liste des points sensibles actualisée une 1 fois par mois	2 jours après le premier lundi du mois	Dès notification du marché du groupement titulaire du MGS

MISSION	LIVRABLES ET PRESTATIONS REQUIS	DELAI D'EXECUTION MAXIMUM	DEMARRAGE DES PRESTATIONS
Assistance en phase réception des ouvrages	Rapports provisoires de vérification réglementaire après travaux (RVRAT provisoires)	15 jours	90 jours avant la date des OPR
	Rapport Final de contrôle Technique provisoire (RFCT provisoire)	15 jours	90 jours avant la date des OPR
	Rapport final de conformité incendie pour la commission de sécurité	15 jours	90 jours avant la date des OPR
	Attestation de contrôle de solidité à froid	15 jours	90 jours avant la date des OPR
	Rapports de vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles (CABL)	15 jours	90 jours avant la date des OPR
	Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées (Att Hand)	15 jours	90 jours avant la date des OPR
	Attestation de respect de la réglementation thermique (Att Th)	15 jours	90 jours avant la date des OPR
	Attestations relatives au respect des risques sismiques (Att PS)	15 jours	90 jours avant la date des OPR
	Vérification initiale des installations électriques et participation aux essais et mise en service (VIEL)	15 jours	90 jours avant la date des OPR

MISSION	LIVRABLES ET PRESTATIONS REQUIS	DELAI D'EXECUTION MAXIMUM	DEMARRAGE DES PRESTATIONS
	Vérification de la conformité des installations électriques en vue de l'obtention du consuel (CONSUEL)	15 jours	60 jours avant la date des OPR
	Procès-verbaux de récolement des essais des équipements de l'ouvrage (P2 & P3)	15 jours	60 jours avant la date des OPR
	Rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT)	15 jours	60 jours avant la date des OPR
	Rapport Final de contrôle Technique (RFCT)	15 jours	Réception de la demande du MOA formalisée par mail
	Attestation d'achèvement et de conformité des travaux	2 jours	Réception de la demande du MOA formalisée par mail
	Attestation d'assistance à la commission de sécurité	1 jour	Au passage de la commission de sécurité incendie
Assistance en phase GPA	Remise des avis sur les documents d'exécution	3 jours	A la demande du maître d'ouvrage ou sollicitation du Titulaire du MGS
	Diffusion des rapports de visite de contrôle des prestations effectuées	5 jours	Date de la visite
	Rapport final mis à jour / Délai de remise	10 jours	A la fin de la GPA

Pour chaque avis formulé dans le cadre des livrables cités dans la suite du document, le Contrôleur Technique devra respecter les points suivants :

- le(s) document(s) ou partie(s) d'ouvrage examiné et objet de l'avis, devra clairement être identifié ;
- tous avis « suspendu », « défavorable » ou « non conforme » sera associé d'un commentaire explicatif et étayé le cas échéant par une référence normative ou réglementaire ;
- les avis « défavorables » et « suspendus » devront être associés d'un numéro afin de pouvoir en assurer le suivi ;
- les avis formulés devront être autoporteurs.

Dans le cas où les avis formulés par le Contrôleur Technique ne permettraient pas une compréhension évidente, le Maître d'Ouvrage se réserve de refuser les rapports et d'exiger leur reprise aux frais du Titulaire du présent marché.

Sans être exhaustifs, les livrables à remettre par le prestataire dans le cadre de sa mission sont les suivants :

- .....Ex  
amens, avis et rapports sur les documents de rendus en phase APS et APS+ pour chacun des trois groupements lors des différents tours d'analyse (soit 1 rapport par groupement mis à jour 1 fois). Les rapports devront avoir un chapitre dédié listant les points sensibles
- .....Ex  
amens, avis et rapports sur les dossiers de demande d'autorisations administratives notamment les notices de sécurité incendie et d'accessibilité. Les rapports devront avoir un chapitre dédié listant les points sensibles
- .....Ex  
amens, avis et rapports sur les documents de conception. Les rapports devront avoir un chapitre dédié listant les points sensibles
- .....Mi  
se à jour du RICT pour le titulaire en phase étude
- .....Att  
estation de prise en compte de la réglementation thermique phase PC
- .....Att  
estation relative au respect des risques sismiques en phase PC
- .....Ra  
pports d'analyse de la sécurité incendie relatif aux dossiers PC, APD et PRO
- .....Ra  
pports intermédiaires attestant de la conformité des ouvrages réalisés dans le cadre de la mission GN13
- .....Ra  
pports intermédiaires de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées

- ..... Ex  
amens, avis et rapports sur les documents d'exécution
- ..... Ex  
amens, avis et rapports sur le chantier et équipements réalisés
- ..... Sy  
nthèse des avis et liste des documents non fournis au moins 1 fois par mois
- ..... Lis  
te des points sensibles actualisée (au moins 1 fois par mois en phase réalisation)
- ..... Ra  
pport Final de contrôle Technique provisoire (RFCT provisoire)
- ..... Ra  
pports provisoires de vérification réglementaire après travaux (RVRAT Provisoire)
- ..... Att  
estation de contrôle de solidité à froid
- ..... Ta  
bleau de mise à jour des avis à l'avancement des levées de réserves
- ..... Ré  
ponses autant que de besoins aux questions relatives au projet durant toute la durée du marché du contrôleur technique
- ..... Att  
estation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées à l'achèvement des travaux
- ..... Att  
estation de respect de la réglementation thermique à l'achèvement des travaux
- ..... Att  
estation relative au respect des risques sismiques à l'achèvement des travaux
- ..... Ra  
pports de vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles (CABL)
- ..... Re  
gistre des résultats des vérification initiale des installations électriques (VIEL).
- ..... Fo  
rmulaire(s) d'Attestation de Conformité CERFA (CONSUEL)
- ..... Ré  
daction des procès verbaux de récolement des essais des équipements de l'ouvrage (P2 & P3)
- ..... Ra  
pport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT)
- ..... Ra  
pport Final de contrôle Technique (RFCT)
- ..... Ra  
pport final de conformité incendie pour la commission de sécurité
- ..... Att  
estation d'achèvement et de conformité des travaux

- .....Att  
estation d'assistance à la commission de sécurité
- .....Ex  
amens, avis et rapport sur les travaux réalisés pendant la période de Garantie de Parfait  
Achèvement et liste des points sensibles (1 fois par trimestre)
- .....Ra  
pport final mis à jour à la fin de la GPA